

**Botschaft des Königreichs
Marokko Berlin**



سفارة المملكة المغربية
ببرلين

ببرلين

REF: 7391AE /Pol/FF

Berlin, le 19 juin 2014

*M. le Ministre /
Touan
M. Moutqel
4*

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

Destinataire Principal : Cab1- DG7/4
Destinataire CC : Cab2- SG
Transmission : Normale
Diffusion : Restreinte
REF. : N°33 du 25 mars 2014.

Objet : Allemagne-Algérie : Commerce d'armes/Vente à nouveau des armes en grande quantité à l'Algérie.

Faisant suite à ma correspondance citée en référence, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le quotidien allemand « Berliner Zeitung » a rapporté, dans son édition du 19 juin courant, que « malgré le fait que l'Algérie est une démocratie de façade et que la situation des droits de l'Homme est catastrophique, cet Etat d'Afrique du Nord est très coté actuellement en tant que partenaire de l'Europe.

Les entreprises européennes d'armement et d'énergie flairent les bonnes affaires. Elles obtiennent selon les possibilités le soutien de leur gouvernement qui argumentent que l'Algérie est relativement stable par rapport à la Libye, à l'Egypte ou au Mali et qu'elle se bat avec l'ouest contre l'avancée des militants islamistes.

Ainsi, l'Allemagne vend elle aussi à nouveau des armes en grande quantité à l'Algérie. Un contrat de plusieurs milliards, avec l'entreprise de Düsseldorf Rheinmetall, pour la construction de chars en Algérie, va bientôt être signé et ne représente qu'une partie de l'offensive d'exportation de l'Allemagne ».

Le quotidien a noté que « A côté de la relative stabilité de l'Algérie, il existe aussi une deuxième raison pour la sympathie des Européens envers l'Algérie : le pays possède d'énormes réserves de gaz naturel et a l'intention de développer son extraction. Cela est particulièrement intéressant en cette période où les Etats de l'Union européenne se posent la question, face à la crise de l'Ukraine, si la Russie restera un fournisseur de gaz fiable à long terme et où la dépendance du gaz de la Russie menace les capacités d'agir de l'Union européenne en matière de politique extérieure ».

Par ailleurs, le quotidien économique allemand « Handelsblatt » a également publié, le 18 juin courant, un article détaillé sur l'achat de l'armement algérien auprès des entreprises allemandes et l'accord intervenu sur ce sujet avec le gouvernement allemand en 2011.

Il convient de signaler que le premier client de l'industrie allemande de l'armement en 2013 était l'Algérie, avec 826 millions d'euros de commande. Viennent ensuite le Qatar (673 millions), les États-Unis (610 millions), l'Arabie Saoudite (361 millions), l'Indonésie, Israël, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, Singapour et, enfin, la France. (147 millions).

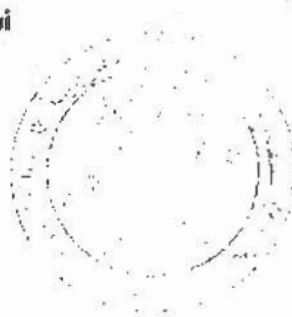
Veillez trouver, ci-joint, la traduction non officielle dudit article.

P.J : 02 (5p)

H. Hauta Consideration

L'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi

Omar Zniber



- Traduction non officielle -

de l'article publié par le quotidien économique allemand « Handelsblatt » en date du 18 juin 2014

980 chars pour l'Algérie

Auteurs : Markus Fasse, Martin Murphy (Munich/Francfort/Main)

Déjà en 2008, la Chancelière Angela Merkel avait reconnu l'importance de l'Algérie pour l'économie allemande : A l'époque, elle avait rencontré le Président de ce pays africain, Abdelaziz Bouteflika, et en avait conclu : « L'Algérie est très intéressée par une modernisation de son pays et une diversification de son économie ». Des aciéries, des chantiers navals et des centrales photovoltaïques pourraient s'y développer ainsi que de nouvelles autoroutes et de nouvelles voies ferroviaires. La Chancelière avait ajouté que les entreprises allemandes pourraient offrir leurs services dans ces domaines. Ce qu'elle avait omis de dire à l'époque, c'est que le régime autoritaire algérien devait également être équipé à l'aide de la technologie de l'armement allemand. L'industrie de l'armement allemande se trouve désormais en cours de parachèvement du projet de plusieurs milliards. Selon information de l'« Handelsblatt », le groupe multinational Rheinmetall de Düsseldorf *signerait au cours des prochaines semaines, un contrat avec l'Algérie pour la production de 980 véhicules à roues de type « Fuchs 2 »*. Volume total de la commande : 2,7 milliards d'euros. L'Allemagne livre pour la première fois à un Etat autoritaire non seulement des chars mais également toute une usine de chars.

Pourtant ce n'est qu'une partie du deal : Des projets pour une valeur totale de 10 milliards d'euros ont été convenus. Thyssen-Krupp livre deux frégates, Daimler est le « partenaire technologique » pour la production de camions et de véhicules militaires.

Ces entreprises ne se prononcent pas sur la chose : Elles se sont engagées à tenir le secret. Le porte-parole du Ministre fédéral de l'Economie, Sigmar Gabriel, a déclaré qu'il s'agissait seulement d'une décision d'autorisation du précédent gouvernement. Le véhicule « Fuchs 2 », considéré comme approprié pour des interventions dans le désert, serait le maillon central du projet. 120 unités de ce char léger doivent être produites annuellement sur place pour les militaires algériens. Ce pays d'Afrique du Nord s'est engagé à ne pas transmettre ces chars à d'autres pays.

L'Allemagne est le partenaire privilégié de l'Algérie, ses relations avec la France sont tendues depuis la guerre de 1962. En équipant le régime autoritaire de ce pays, Berlin poursuit plusieurs objectifs : l'Algérie doit repousser la montée du réseau terroriste al-Qaida en Afrique du Nord. Par ailleurs, ce pays doit sécuriser la frontière instable en direction du Mali et pourrait également enrayer les fluctuations de réfugiés en direction de l'Europe.

De plus, le pétrole et le gaz algériens pourraient réduire la dépendance des livraisons russes.

Mardi 15 décembre 2009, peu avant Noël, à la Centrale des Prestataires de services industriels d'Essen, Ferrostaal. 16 experts de cette entreprise ainsi que le groupe multinational d'armement, Rheinmetall, suivent, non sans préoccupation, les événements en Algérie.

A 1700 kilomètres de la ville d'Essen, dans la ville de Ain Smara, au nord de l'Algérie, les Allemands veulent construire une usine de chars. Cependant, la situation est inquiétante. Selon le protocole de la réunion, le réseau terroriste al-Qaida a renforcé ses activités dans la région. Les entreprises occidentales et leur personnel sont principalement menacés. De nombreuses sociétés ont déjà rappelé leurs employés, explique l'un des participants.

« En raison de cette situation, le projet « Fuchs 2 » en Algérie attire particulièrement l'attention d'al-Qaïda », précise le point 4 du protocole. Les recommandations de sécurité : dispositions contre les voitures piégées, des murs en béton contre les tirs directs et des espaces de sécurité. Les membres des familles des employés allemands seraient mieux avisés de ne pas venir – le risque d'enlèvement étant trop élevé.

A ce jour, la situation de sécurité n'a guère changé. Malgré tout, les entreprises allemandes ont réussi à achever en grande partie les travaux préliminaires pour l'usine. Selon les informations de Handelsblatt, le contrat portant sur le lancement de la production doit être signé dans quelques semaines. L'entreprise d'Essen était principalement responsable des planifications, Rheinmetall pour la production de chars.

Selon les informations figurant dans le dossier, le volume total de ce projet s'élèverait à 2,7 milliards d'euros. Pour la première fois, l'Allemagne ne livrera pas seulement des chars à un pays autoritaire mais construira l'armurerie de guerre directement sur place. 980 chars type « Fuchs 2 », l'un des chars allemands les plus modernes, seront produits. L'armée algérienne recevra de l'Allemagne un équipement d'une valeur de quelque dix milliards d'euros – et la produira en partie elle-même. En plus de l'usine de chars de Rheinmetall et Ferrostaal, Daimler a conclu avec ce pays un accord cadre sur la construction de 10.000 transporteurs, dont 2000 véhicules tout terrain et 2000 unimogs pour les besoins militaires. A cela s'ajoutent des camions et moteurs pour le secteur civil. Thyssen-Krupp livrera deux frégates pour une valeur de 2,13 milliards d'euros.

La plus grande part du deal est, cependant, la construction des 980 « Fuchs ». « Fuchs 2 » n'est pas un char lourd de combat comme le « Léopard 2 ». Par contre, celui-ci est plus flexible et approprié pour les interventions dans le désert. L'armée fédérale allemande l'utilise beaucoup en Afghanistan. Les Emirats Arabes Unis ont déjà reçu une livraison de « Fuchs ».

Selon le dossier, 54 chars « Fuchs » ont déjà été construits par Rheinmetall à Kassel, des employés algériens y ont été formés. Les prochains « Fuchs » seront produits à Ain Smara après livraison allemande.

La production annuelle des 120 unités est destinée, dans sa totalité, aux militaires algériens qui s'engagent à ne pas revendre les chars. Ce « certificat d'utilisation finale » est la condition sine qua non pour la livraison. Par ailleurs, il est cité sur un papier interne de juillet 2010 : « Les autorisations d'exportation - également en ce qui concerne les livraisons partielles - peuvent être révoquées à tout moment par le gouvernement allemand. »

Les fonds souverains arabes Aabar et IPIC, dont le siège est à Abu Dhabi, font également partie intégrante de la Joint Venture de Rheinmetall, Ferrostaal et des deux entreprises d'Etat algériennes EPE Sofame et EPIC MDN. La société mère IPIC était jusqu'en 2012 également actionnaire principal de Ferrostaal AG.

En réalité, l'Emirat du golfe joue un rôle moteur derrière les opérations avec les Nord-Africains. Selon le dossier, « le gouvernement d'Abu Dhabi serait politiquement très intéressé par la réalisation des projets en Algérie ». Les entreprises d'Etat algériennes détiennent une majorité de 51 pour cent dans la Joint Venture. EPIC MDN dépend des militaires algériens. L'Armée recrute également le personnel de l'usine de chars.

Les opportunités du deal l'emportent sur les nombreux risques, étant donné que le projet pourrait revêtir un caractère pilote : selon le dossier, les chances sont bonnes d'agrandir encore l'usine pour la construction « d'autres véhicules militaires ». Et on n'en resterait pas là. L'objectif serait de « de rassembler des connaissances pour des projets identiques en dehors de l'Algérie. »

Les risques sont toujours aussi élevés. Malgré le soutien de Berlin, une certaine nervosité dans se ressent dans les entreprises. L'indice de perception de la corruption de Transparency International place l'Algérie seulement en 94^{ème} position.

Les entreprises participantes ne se prononcent pas sur les deals à hauteur de milliards. A la demande de l'Algérie, une clause de maintien de secret a été incluse dans les contrats. Les Arabes connaissent, de toute évidence, le caractère explosif des exportations d'armement allemandes.

Il n'y aura guère de rejet de la part du gouvernement allemand, comme lors de la commande de chars en provenance de l'Arabie Saoudite, car Berlin soutient pleinement ce projet. En 2011, le Conseil fédéral de Sécurité en a déjà approuvé les accords cadre.

Lors d'un séminaire de l'Armée allemande en 2012, la Chancelière Angela Merkel avait déjà laissé entrevoir les orientations de Berlin portant sur de tels projets. « Quand on se sent engagé dans la sécurité de la paix, on est également appelé à aider des partenaires fiables à accomplir les tâches qui leur incombent. »